

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, neuvième chambre, saisi par le Vice-Premier Ministre et Ministre des Communications et des Réformes institutionnelles, le 21 novembre 1991, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet d'arrêté royal "relatif au recrutement et à la promotion de certains membres du personnel du ministère des Communications et de l'Infra-structure", a donné le 27 novembre 1991 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, negende kamer, op 21 november 1991 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Verkeerswezen en Institutionele Hervormingen verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende de aanwerving en de bevordering van sommige personeelsleden van het Ministerie van Verkeer en Infrastructuur", heeft op 27 november 1991 het volgend advies gegeven :

Compte tenu du moment où le présent avis est donné, le Conseil d'Etat attire l'attention sur le fait qu'en raison de la démission du Gouvernement, la compétence de celui-ci se trouve limitée à l'expédition des affaires courantes. Le présent avis est toutefois donné sans qu'il soit examiné si le projet relève bien de la compétence ainsi limitée, la section de législation n'ayant pas connaissance de l'ensemble des éléments de fait que le Gouvernement peut prendre en considération lorsqu'il doit apprécier la nécessité d'arrêter ou de modifier des dispositions réglementaires.

*

Préambule.

Alinéa 2.

L'article 33 de la loi du 1er juillet 1971 portant création de la Régie des transports maritimes constitue le fondement suffisant de l'arrêté en projet. Il n'est dès lors, pas nécessaire de viser les articles 35 et 36 de ladite loi.

Alinéas 3 et 4.

Ces alinéas doivent être rédigés comme suit :

"Vu l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat, notamment l'article 6, modifié par l'arrêté royal du 17 septembre 1969;

.../...

Vu l'arrêté royal du 7 août 1939 organisant le signalement et la carrière des agents de l'Etat, notamment l'article 35, modifié par les arrêtés royaux du 17 septembre 1969, du 12 août 1981 et du 28 octobre 1988 et l'article 66, modifié par les arrêtés royaux du 17 septembre 1969 et du 31 mai 1988;" (1).

Alinéas 5 à 8.

Les alinéas 5 à 8 visent des dispositions qui ne constituent pas le fondement du projet et qui ne sont pas modifiées par lui. Ces alinéas doivent, dès lors, être omis.

Alinéa 9 (devenant l'alinéa 11).

L'accord du ministre de la Fonction publique a été donné, non pas le 24 octobre 1991 puisqu'à cette date ce ministre a formulé des réserves, mais le 14 novembre 1991.

L'alinéa 9 doit être modifié sur ce point.

Au surplus, il doit figurer avant la mention du Conseil d'Etat, c'est-à-dire à l'alinéa 11.

(1) L'ensemble des dispositions de l'arrêté en projet constitue un tout indivisible. Il peut, dès lors, être admis que ce soit le Roi qui prenne ces dispositions, nonobstant la circonstance que les articles 35 et 66 de l'arrêté royal du 7 août 1939 attribuent un pouvoir réglementaire au ministre.

Alinéas 14 et 15 (devenant les alinéas 9 et 10).

Les visas des protocoles de négociations syndicales seraient mieux rédigés comme suit :

"Vu le protocole de négociations du Comité (...), établi le 13 novembre 1991;".

Dispositif.

Article 2.

Paragraphe 1er.

La disposition en projet accorde au secrétaire général ou au fonctionnaire qu'il délègue le pouvoir d'organiser les vérifications des aptitudes professionnelles et les épreuves de capacité. Elle prévoit, en outre, que ce fonctionnaire ou son délégué fixe le programme et désigne les membres du jury.

Il n'est pas d'usage, conformément aux principes de notre droit public, que le Roi attribue directement à un fonctionnaire des pouvoirs d'exécution d'un arrêté qu'il prend, et moins encore qu'il permette à ce fonctionnaire de les subdéléguer à d'autres fonctionnaires. En revanche, rien ne s'oppose à ce que l'arrêté en projet charge le ministre d'organiser les vérifications et les épreuves et d'en fixer les modalités et, même, lui permette de déléguer ce pouvoir à un ou des fonctionnaires.

.../...

La disposition doit, dès lors, être revue.

Paragraphe 3.

La disposition en projet n'est pas claire et se prête à plusieurs interprétations. Si l'intention des auteurs du projet est de prévoir que les candidats sont convoqués successivement dans l'ordre de préférence fixé à l'article 33, § 2, de l'arrêté royal du 7 août 1939 organisant le signalement et la carrière des agents de l'Etat, jusqu'à ce qu'un nombre suffisant de candidats jugés aptes soit atteint, de telle sorte que les autres candidats ne seraient, en ce cas, pas convoqués, mieux vaut écrire :

"§ 3. Les candidats sont convoqués à l'épreuve de capacité ou à la vérification des aptitudes professionnelles, successivement dans l'ordre de préférence fixé à ... de l'Etat.

Lorsqu'est atteint un nombre suffisant de candidats jugés aptes à la suite de ces convocations successives et de l'épreuve ou de la vérification des aptitudes professionnelles, les autres candidats ne sont pas convoqués".

Dans le texte néerlandais du projet, il est recommandé de remplacer partout le mot "proef" par le terme "examen". Cette observation vaut également pour l'annexe.

Article 3.

.../...

Dans la version française, il faut écrire :

"Art. 3. Ne peuvent pas participer ...".

Le texte néerlandais devrait être rédigé ainsi qu'il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 4.

1. Selon le texte français du paragraphe 1er, l'admission aux grades de patron et de commissaire maritime adjoint, n'est pas subordonnée à la réussite d'un "examen de recrutement équivalent".

Or, suivant le fonctionnaire délégué, ces recrutements ne requièrent, ni la réussite d'un examen, ni celle d'un concours.

De l'accord de ce fonctionnaire, il est, dès lors, proposé d'écrire :

.../...

"Art. 4. § 1er. Le recrutement au grade de patron ou au grade de commissaire maritime adjoint n'est pas subordonné à la réussite d'un concours ou d'un examen".

2. Au paragraphe 2, les mots "Sans préjudice des dispositions des lois coordonnées du 3 août 1919 - 27 mai 1947 relatives aux droits de priorité" doivent être omis, car ces dispositions sont applicables par elles-mêmes.

Le texte néerlandais du paragraphe devrait être rédigé comme il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

3. Au paragraphe 3, mieux vaut écrire :

"§ 3. L'appel aux candidats est publié au Moniteur belge; il précise les conditions ...".

4. Au paragraphe 4, deuxième phrase, on écrira :

"Le stage dure un an pour le commissaire maritime adjoint et six mois pour le patron".

Article 5.

1. Les auteurs du projet entendent déroger à l'article 1er, § 1er, de l'arrêté royal du 2 août 1966

.../...

portant des dispositions temporaires dérogeant aux règles relatives au recrutement et à la carrière des agents de l'Etat, qui dispose :

"Art. 1er. § 1er. L'organisation des examens de direction, de maturité professionnelle et de confirmation professionnelle est suspendue.

La réussite à de tels examens n'est pas requise pour l'application des articles 41, 44, 46, 48, 51, 53, 56, 57 et 58 de l'arrêté royal du 7 août 1939 organisant le signalement et la carrière des agents de l'Etat".

Cet arrêté royal aménageait une situation d'attente requise pour permettre l'adoption des mesures nécessaires à la mise en oeuvre, dans chaque département ministériel, de l'arrêté royal du 20 juillet 1964 relatif aux épreuves de recrutement et de carrière des agents de l'Etat. Toutefois, ce dernier arrêté a été abrogé par l'article 28, devenu l'article 31, de l'arrêté royal du 17 septembre 1969 concernant les concours et examens organisés en vue du recrutement et de la carrière des agents de l'Etat, modifié par celui du 1er août 1975.

L'arrêté du 2 août 1966 n'a donc plus d'objet depuis plus de vingt ans, même s'il figure toujours dans le droit positif.

La référence à ce texte dans le projet ne se justifie, dès lors, pas. Il y a lieu de l'omettre.

.../...

2. Par ailleurs, les mots "et sans préjudice des dispositions de l'article 46 de l'arrêté royal du 7 août 1939 ... agents de l'Etat" doivent également être omis, car ces dispositions sont applicables par elles-mêmes.

Article 7.

L'article 7 doit être rédigé comme suit :

"Art. 7. Sont abrogés :

- 1° l'arrêté royal du 5 juillet 1973 relatif à la promotion et au changement de grade des agents du ministère des Communications et des Postes, Télégraphes et Téléphones;
- 2° l'arrêté royal du 27 février 1984 relatif au recrutement et à la promotion de certains agents de l'Administration de la Marine et de la Navigation intérieure, modifié par l'arrêté royal du 22 avril 1986;
- 3° l'arrêté royal du 27 juillet 1988 fixant des mesures particulières pour l'accès à certains grades au sein du service du personnel du ministère des Travaux publics".

Observation finale.

Les subdivisions doivent se faire en 1°, 2°, 3°, ceux-ci étant eux-mêmes, le cas échéant, subdivisés en a, b, c. Dans tous les cas, l'usage de tirets est à proscrire.

.../...

L'observation vaut pour les articles 2, alinéa 2, 3, 4, § 1er, et 6.

Le texte néerlandais du projet est susceptible d'amélioration sur le plan de la correction de la langue; les propositions qui ont été faites à ce propos dans le présent avis, l'ont été à titre d'exemple. Cette observation vaut également pour l'annexe.

Rekening houdend met het tijdstip waarop dit advies gegeven wordt, vestigt de Raad van State de aandacht op het feit dat, wegens het ontslag van de Regering, de bevoegdheid van deze laatste beperkt is tot het afhandelen van de lopende zaken. Dit advies wordt evenwel gegeven zonder dat wordt nagegaan of dit ontwerp in die beperkte bevoegdheid kan worden ingepast, aangezien de afdeling wetgeving geen kennis heeft van het geheel van de feitelijke gegevens welke de Regering in aanmerking kan nemen als zij te oordelen heeft of het vaststellen of wijzigen van een verordening noodzakelijk is.

*

Aanhef.

Tweede lid.

Artikel 33 van de wet van 1 juli 1971 houdende oprichting van de Regie voor Maritiem Transport volstaat als grondslag voor het ontworpen besluit. Het is derhalve onnodig te verwijzen naar de artikelen 35 en 36 van die wet.

Derde en vierde lid.

Deze leden dienen als volgt te worden gesteld :

"Gelet op het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het Rijkspersoneel, inzonderheid op artikel 6, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 17 september 1969;

Gelet op het koninklijk besluit van 7 augustus 1939 betreffende de beoordeling en de loopbaan van het

Rijkspersoneel, inzonderheid op artikel 35, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 17 september 1969, 12 augustus 1981 en 28 oktober 1988, en op artikel 66, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 17 september 1969 en 31 mei 1988;" (1).

Vijfde tot achtste lid.

Het vijfde tot het achtste lid verwijzen naar bepalingen die niet de grondslag van het ontwerp vormen en die er niet door worden gewijzigd. Deze leden dienen dan ook te vervallen.

Negende lid (dat het elfde lid wordt).

De akkoordbevinding van de Minister van Openbaar Ambt is niet verstrekt op 24 oktober 1991, aangezien de minister op die datum bezwaren heeft geformuleerd, doch wel op 14 november 1991.

(1) De bepalingen van het ontworpen besluit vormen een ondeelbaar geheel. Derhalve kan worden aangenomen dat het de Koning is die deze bepalingen vaststelt, niet-tegenstaande de omstandigheid dat de artikelen 35 en 66 van het koninklijk besluit van 7 augustus 1939 aan de minister een verordenende bevoegdheid verlenen.

Het negende lid behoort op dat punt te worden gewijzigd.

Bovendien moet het vóór de vermelding van de Raad van State worden opgenomen, te weten in het elfde lid.

Veertiende en vijftiende lid (die het negende en het tiende lid worden).

Het zou beter zijn de verwijzingen naar de protocollen van vakbondsonderhandelingen als volgt te stellen :

"Gelet op het protocol van onderhandelingen van het Sectorcomité (...), opgemaakt op 13 november 1991;".

Bepalend gedeelte.

Artikel 2.

Paragraaf 1.

De ontworpen bepaling kent aan de secretaris-generaal of aan de ambtenaar die hij delegeert de bevoegdheid toe om de onderzoeken naar de beroepsgeschiktheid en de examens inzake beroepsbekwaamheid te organiseren. Voorts bepaalt zij dat die ambtenaar of diens gemachtigde het programma vaststelt en de leden van de examencommissie aanwijst.

.../...

Overeenkomstig de beginselen van ons publiek recht is het niet gebruikelijk dat de Koning rechtstreeks aan een ambtenaar bevoegdheid tot uitvoering van een door Hem vastgesteld besluit toekent, en nog minder dat Hij aan die ambtenaar toestemming verleent om die bevoegdheid aan andere ambtenaren te delegeren. Daarentegen belet niets dat het ontworpen besluit de minister ermee belast de onderzoeken en examens te organiseren en de nadere regels ervan te bepalen, en hem zelfs toestemming verleent om die bevoegdheid aan een of meer ambtenaren te delegeren.

De bepaling behoort derhalve te worden herzien.

Paragraaf 3.

De ontworpen bepaling is niet duidelijk en kan op meer dan één wijze worden geïnterpreteerd. Indien het de bedoeling van de stellers van het ontwerp is om te bepalen dat de gegadigden achtereenvolgens worden opgeroepen, in de volgorde bepaald bij artikel 33, § 2, van het koninklijk besluit van 7 augustus 1939 betreffende de beoordeling en de loopbaan van het Rijkspersoneel, totdat een voldoende aantal geschikt bevonden gegadigden is bereikt, zodat de overige gegadigden in dat geval niet worden opgeroepen, zou het beter zijn te schrijven :

"§ 3. De gegadigden worden voor het bekwaamheids-examen of voor het onderzoek naar de beroepsgeschiktheid achtereenvolgens opgeroepen in de volgorde bepaald bij ... van het Rijkspersoneel.

.../...

Wanneer ten gevolge van de achtereenvolgende oproepingen en van het examen of het onderzoek naar de beroepsgeschiktheid een voldoende aantal geschikt bevonden gegadigden is bereikt, worden de overige gegadigden niet opgeroepen".

Voorts verdient het aanbeveling om in geheel het ontwerp het woord "proef" te vervangen door het woord "examen". Deze opmerking geldt ook voor de bijlage.

Artikel 3.

In de Franse tekst behoort te worden geschreven :

"Art. 3. Ne peuvent pas participer ...".

De Nederlandse tekst van het artikel zou aldus gesteld moeten worden :

"Art. 3. De volgende personeelsleden mogen niet deelnemen aan de vergelijkende examens voor toelating tot de graad van :

1° opsteller : de personeelsleden met de graad van schipper;

2° bestuurssecretaris en inspecteur : de personeelsleden met de graad van waterschout en adjunct-waterschout".

Artikel 4.

.../...

1. In de Nederlandse tekst van paragraaf 1 staat te lezen dat de benoeming tot de graden van schipper en adjunct-waterschout niet afhankelijk is van het slagen "voor een vergelijkend wervingsexamen".

Volgens de gemachtigde ambtenaar is voor die wervingen het slagen voor een al dan niet vergelijkend examen evenwel niet vereist.

Voornoemde ambtenaar is het ermee eens dat bijgevolg voorgesteld wordt te schrijven :

"Art. 4. § 1. Werving in de graad van schipper of van adjunct-waterschout is niet afhankelijk van het slagen voor een vergelijkend examen of voor een examen".

2. In paragraaf 2 dienen de woorden "onverminderd de beschikkingen van de samengeschaalde wetten van 3 augustus 1919 - 27 mei 1947 betreffende de prioriteitsrechten" te vervallen, vermits die bepalingen uit zich zelve toepasselijk zijn.

De paragraaf zou dan aldus luiden :

"§ 2. De gegadigden voor elk van de graden vermeld in § 1 worden op een lijst gerangschikt in de volgorde van het eindcijfer dat zij hebben behaald, op de wijze bepaald door de Minister tot wiens bevoegdheid het Bestuur ... behoort.

De Minister bepaalt die wijze, ... ervaring".

.../...

3. In paragraaf 3 zou het beter zijn te schrijven :

"§ 3. De oproep tot de gegadigden wordt in het Belgisch Staatsblad bekendgemaakt; hij vermeldt de vereisten waaraan de gegadigden moeten voldoen en de wijze waarop de sollicitaties worden ingediend".

4. Paragraaf 4 dient als volgt te worden gesteld :

"§ 4. De gegadigden worden in de orde ... toegelaten. De stage duurt één jaar voor de adjunct-waterschout, en zes maanden voor de schipper".

Artikel 5.

1. De stellers van het ontwerp zijn voornemens af te wijken van artikel 1, § 1, van het koninklijk besluit van 2 augustus 1966 houdende tijdelijke bepalingen tot afwijking van de regelen betreffende de werving en de loopbaan van het Rijkspersoneel, dat als volgt luidt :

"Art. 1. § 1. De organisatie van de examens voor leidinggevende ambten, van de examens tot vaststelling van de beroepsmaturiteit en van de examens tot vaststelling van de beroepsbekwaamheid wordt opgeschort.

Het slagen voor zodanige examens is niet vereist voor de toepassing van de artikelen 41, 44, 46, 48, 51, 53, 56, 57 en 58 van het koninklijk besluit van 7 au-

.../...

gustus 1939 betreffende de beoordeling en de loopbaan van het Rijkspersoneel".

Dit koninklijk besluit voorzag in een wachttijd, met het oog op de goedkeuring van maatregelen nodig voor de toepassing, in ieder ministerieel departement, van het koninklijk besluit van 20 juli 1964 betreffende de wervings- en loopbaanexamens van het Rijkspersoneel. Laatstgenoemd besluit is evenwel opgeheven bij artikel 28, dat artikel 31 is geworden, van het koninklijk besluit van 17 september 1969 betreffende de vergelijkende examens en examens georganiseerd voor de werving en de loopbaan van het Rijkspersoneel, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 1 augustus 1975.

Het besluit van 2 augustus 1966 is dus reeds meer dan 20 jaar doelloos, ook al is het nog steeds in het positief recht opgenomen.

Het is derhalve niet verantwoord in het ontwerp te verwijzen naar die tekst. De verwijzing behoort te vervallen.

2. Voorts behoren de woorden "en onverminderd de bepalingen van artikel 46 van het koninklijk besluit van 7 augustus 1939 betreffende de beoordeling en de loopbaan van het Rijkspersoneel" eveneens te vervallen, vermits die bepalingen uit zich zelve toepasselijk zijn.

Artikel 7.

.../...

Artikel 7 moet als volgt worden gesteld :

"Art. 7. Opgeheven worden :

- 1° het koninklijk besluit van 5 juli 1973 betreffende de bevordering en de verandering van graad van de personeelsleden van het Ministerie van Verkeerswezen en van Posterijen, Telegrafie en Telefonie;
- 2° het koninklijk besluit van 27 februari 1984 betreffende de aanwerving en de bevordering van sommige personeelsleden van het Bestuur van het Zeewezen en van de Binnenvaart, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 22 april 1986;
- 3° het koninklijk besluit van 27 juli 1988 tot vaststelling van bijzondere bepalingen inzake de toegang tot bepaalde graden bij de Dienst Personeel van het Ministerie van Openbare Werken".

Slotopmerking.

De indelingen moeten geschieden door middel van 1°, 2°, 3°, welke op hun beurt in voorkomend geval onderverdeeld worden in a, b, c. Het gebruik van streepjes is in allen gevalle af te keuren.

Die opmerking geldt voor de artikelen 2, tweede lid, 3, 4, § 1, en 6.

.../...

De Nederlandse tekst van het ontwerp is uit een oogpunt van correct taalgebruik voor verbetering vatbaar; de voorstellen die in dit verband in het advies gedaan zijn gelden als voorbeeld.

Deze opmerking geldt ook voor de bijlage.

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs : C.-L. CLOSSET,
de Heren :

président de chambre,
kamervoorzitter,

R. ANDERSEN,
J. MESSINNE,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

Madame : J. GIELISSEN,
Mevrouw :

greffier assumé,
toegevoegd griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. R. ANDERSEN.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. R. ANDERSEN.

Le rapport a été présenté par M. P. BOUVIER, auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. S. SAINT-VITEUX, référendaire adjoint.

Het verslag werd uitgebracht door de H. P. BOUVIER, auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de H. S. SAINT-VITEUX, adjunct-referendaris.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J. GIELISSEN.

C.-L. CLOSSET.
